L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 4 FEVRIER 1873. 46me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MARDI MATIN 4 FEVRIER.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par D. E. Murphy, au magasin de MM. E. J. Hart & Co., rue Tchoupitoulas—Alun. Aussi, au coin des rues Crossman et Peters—Lot en feuille, fonte et plat.

Par D. E. Murphy, au No 47 de la rue des Magasins—Indigo.

Par Hodman, Marks & Co., à leur salle d'encan, au No 78 de la rue de Chartres—Bottes, souliers et brodequins—Linge de Cuisine.

Par Vincent & Co., aux Nos 61 et 63 de la rue de Bienville—Marchandises sèches étrangères et américaines; couvertes de feutre de lainières.

Jambons. Encre. Indigo. — Voyez l'annonce d'encan de M. D. E. Murphy.

Prix de l'abonnement à l'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

1 an	$14
6 mois	7
3 mois	3 50
1 mois	1 25

Prix du numéro ..... 5 cents.

AVIS.

L'*Abeille* ne se vend que 5 cents le numéro dans nos bureaux et au dehors.

ABONNEMENTS A LA SEMAINE.

On peut s'abonner *à la semaine* avec le ordre de l'*Abeille*.

SPECTACLES.

Mardi, 4 Février 1873

OPÉRA.—Les Dragons de la Reine et le Bourreau des Crânes.

AMÉRICAIN.—Barbe Bleue.

VARIÉTÉS.—John E. Owens, dans le nouveau drame, Toodles.

ST CHARLES.—Wat Glenalls.

MUSÉE D'ANATOMIE.—Rue St Charles.

Le Pseudo-Gouverneur d'Etat devant la Cinquième Cour.

La question de la légalité du pseudo gouverneur du Mechanics Institute doit être plaidée demain, à onze heures, devant le juge Cullom, de la Cinquième Cour de District, à Carrollton, entre M. Pres. Bourg, W. West, contre Mme C. Nesby et la ville de la Nouvelle-Orléans. M. Merr, avocat de M. West, a demandé que la Cinquième Cour continuât à rester saisie de l'affaire, nonobstant la prétendue loi No 2 de la Pseudo Législature de la Louisiane, en date du 11 décembre 1872, qui a prétendu ériger une cour dite Cour Suprême de District pour la paroisse d'Orléans et lui donner juridiction exclusive dans tous les cas où la municipalité de la Nouvelle-Orléans serait partie.

La cour, sur cette motion, a ordonné que la dite dame Nesby et la ville devraient respectivement déduire, mercredi, 5 février, à 11 heures, les raisons pour lesquelles la cour ne jugerait pas la dite affaire, par les raisons suivantes :

1 Parce que la réunion de personnes qui prétend être l'Assemblée générale de l'Etat de la Louisiane, par laquelle le dit acte prétendu est censé avoir été décrété, n'était pas l'Assemblée générale de l'Etat de la Louisiane, et n'avait aucun pouvoir légal pour passer le dit prétendu acte.

2 Parce que P. B. S. Pinchback, qui a approuvé et signé le dit prétendu acte comme lieutenant gouverneur et faisant fonction de gouverneur de la Louisiane, n'était pas, au moment où il a approuvé et signé le dit prétendu acte—c'est-à-dire le 11 décembre 1872—lieutenant-gouverneur de l'Etat de la Louisiane, et qu'il était sans autorité légale pour approuver et signer le dit acte.

3 Parce que, de fait, par le dit Pinchback, des pouvoirs et fonctions de lieutenant-gouverneur et faisant fonctions de gouverneur, était un exercice de pouvoir non autorisé et illégal, sans force ni effet légal.

4 Parce que le dit Pinchback, à l'élection sous la Constitution de 1868, a été choisi sénateur, et que, d'après les dispositions de la dite Constitution, son siége comme sénateur est devenu vacant le 4 novembre 1872.

Que, tandis qu'il était ainsi sénateur, Oscar J. Dunn, qui était lieutenant-gouverneur, est mort, sur quoi il a été du devoir du Sénat d'élire un de ses membres président, que depuis trois décembre 1872, le dit Pinchback a été élu président du Sénat et que tous les pouvoirs qu'il a jamais eus comme lieutenant-gouverneur, résultant de son élection, ont cessé, lorsque son siége est devenu vacant le 4 novembre 1872, son droit à être président du Sénat a pris fin, et qu'il a cessé d'être lieutenant-gouverneur, et que tous les actes faits par le dit Pinchback depuis le 4 novembre 1872, avec la prétention d'être lieutenant-gouverneur faisant fonctions de gouverneur de la Louisiane, ne sont que des usurpations de pouvoir, sans autorité légale, et sont sans force ni effet légal.

5 Parce que le dit acte prétendu n'est pas en conformité avec la Constitution de la Louisiane, mais parce qu'il la viole: 1 dans le prétendu passage de la loi 2 dans ses termes et dispositions; 3 dans la prétendue approbation et signature, et parce que ce n'est pas une loi de la Louisiane.

Mort du commodore Maury.

Le télégraphe nous a transmis, samedi soir, la nouvelle de la mort du commodore M. F. Maury, une de nos grandes illustrations américaines, qui a succombé à Lexington, petit village de la Virginie, à l'âge de soixante-sept ans.

Comme citoyen et comme homme le commodore Maury sera regretté par tous ceux qui l'ont connu, car il était universellement aimé et estimé. Son nom appartient à l'histoire, et il doit figurer parmi les hommes célèbres que compte notre jeune république.

Matthew Fontaine Maury est né le 14 janvier 1806 dans le comté de Spottsylvania, Virginie, et, dès l'âge de dix-neuf ans il a fait partie de la marine des Etats Unis.

Entré à bord de la frégate *Brandywine* en 1825 comme aspirant, il est parvenu bientôt au grade de lieutenant, puis de commandant de vaisseau.

C'est alors qu'il a publié son *Traité de la Navigation*, qui a eu un grand retentissement dans le monde civilisé.

Peu d'années après il a écrit plusieurs ouvrages sur les vents et sur les courants sous-marins. Sa lui doit encore l'invention du "*platean* télégraphique", une des plus belles découvertes de la science.

Placé à la tête de l'observatoire national de Washington, il y a rendu de grands services, et son opinion était considérée comme une autorité en Europe.

Il a été décoré deux fois par le roi de Prusse, une fois par l'empereur d'Autriche et une fois par le roi de Hollande.

Le savant Humboldt lui-même a rendu hommage au génie du commodore Maury et lui a écrit une lettre dans laquelle il lui a fait les compliments les plus flatteurs.

Quand la guerre de sécession a éclaté, il est resté fidèle à son Etat natal et il n'a pas hésité à abandonner sa position pour prendre la place dans la marine des Etats confédérés, avec le grade de commodore.

Il a fait bravement et noblement son devoir comme soldat et comme citoyen; et, à la fin de la guerre, il est entré comme professeur dans le collége militaire de la Virginie.

C'est là que la mort l'a frappé. Le pays perd en lui un de ses citoyens les plus marquants et la science une de ses plus brillantes lumières.

GANTS DE PEAU DE CHEVREAU. — Nous annonçons aux dames que la maison d'importation J. Levois et Jamisson, leur offre en ce moment la plus belle occasion qu'elles aient jamais eue, d'acheter à bon marché des gants Jouvin. Ces gants de peau de chevreau sont de toutes les tailles et de toutes nuances et viennent directement des ateliers Jouvin. Nous insistons particulièrement sur ce point, il n'agit ici de véritables gants Jouvin et non de gants imitation Jouvin comme il s'en vend en tant d'endroits. MM. Levois et Jamison ont fixé leur prix à $1 50 pour les gants à un bouton et à $2 00 pour les gants à double bouton. A ces prix, on conçoit que le stock sera vite écoulé.

Revue des Journaux.

Dans son édition de dimanche, le *Picayune* répond au New-York *Times* qui avait publié une longue communication sur les dettes des Etats du Sud. La communication établit que ces dettes s'élèvent à deux cent deux millions de dollars et ajoute: "Les Etats ne peuvent payer leurs dettes car s'ils le pouvaient ce serait la fin de leurs embarras. Ils ne peuvent répudier leurs dettes, car s'ils le font, une telle violation de la foi engagée non seulement ajouterait à la honte de leur pauvreté, mais détruira leur crédit comme Etats pour toujours."

La communication propose comme remède que les Etats-Unis émettent pour 200 millions de Bons pour payer ces dettes. Le *Picayune* expose les raisons qui s'opposeront à l'adoption de cette proposition qui émane, dit-il, de quelque agioteur. Il rappelle l'origine illégale et frauduleuse de ces dettes contractées au nom des Etats du Sud et sa conclusion est en substance: que les Etats pourraient payer toutes les dettes mais qu'ils n'y sont tenus ni légalement, ni moralement, que c'est donc une affaire de politique de leur part, et qu'à ce titre il ne voit aucune bonne raison pour payer aucune des dettes qui n'ont pas été contractées honnêtement. Le refus de reconnaître des faux de ce genre ne peut nuire au crédit des Etats: au contraire il rétablira le crédit, il mettra un jour des carpet-baggers et débarrassera l'Etat des fardeaux résultant de ces dettes.

Le *Picayune* publie un article sur les finances de la ville, tendant à prouver que les taxes doivent être payées en monnaie courante et non en mandats et en certificats; la question est compliquée, et nous reservons le sujet pour une autre occasion.

Dans son édition de lundi, le même journal fait ressortir la folie qu'ont commise les Etats Unis en imposant l'union par la force aux Etats qui avaient fait sécession. Après une victoire qui a coûté quatre années de guerre, ils ont traité les vaincus comme ennemis et les ont écrasés et ruinés pendant sept années de soumission politique. Si les sentiments de haine créés entre l'Angleterre et les Etats Unis par la guerre de 1776 n'ont pas encore disparu au bout d'un siècle, on ne doit pas s'étonner que des sentiments analogues existent entre les Etats du Nord et ceux du Sud de l'Union, et il est clair, conclut notre confrère, que le seul changement qui puisse produire aucun espoir de confiance ou de cordialité de la part du peuple du Sud, doit être un changement dans le sens de la justice et de la liberté.

"Trop de negre!" Sous ce titre le *Times* fait ressortir que l'une des causes de nos embarras et de notre misère est que nous avons en dans la Législature trop de nègres. Que les nègres aient élu des *gars* affamés de leur propre race, ou des aventuriers affamés de race blanche, ce n'en est pas moins à eux que nous devons d'avoir eu la majorité de nos dernières assemblées composée de ces éléments corrompus qui ont ruiné l'Etat et la ville et causé ces calamités présentes.

Le *Times* termine ainsi:

"Nous désirons voir les nègres de cet Etat protégés dans tous leurs droits civils et politiques, mais nous ne sommes nullement anxieux de les voir, par des pratiques politiques vicieuses et frauduleuses de parti, étouffer tous les droits de nos citoyens blancs et toutes les chances de prospérité durable pour les nôtres comme pour les blancs."

Dans son édition de lundi, le *Times* parle de l'accroissement effrayant des fraudes dans la fabrication des Bons et autres titres de créances contre les Etats et les villes. Il se plaint qu'il n'y ait ni restitution, ni punition, et il cite un exemple récent en Russie, où des pénalités terribles ont frappé indistinctement grands et petits, riches et pauvres qui avaient trempé dans une affaire de faux.

Le jeune homme n'avait pas prêté une grande attention à ces paroles et il n'avait pas le plus petit soupçon que son père eût le dessein de mettre fin à son existence. Hier matin, John Gocken paraissait être encore plus agité que de coutume. Son fils se trouvait dans la même chambre que lui, ainsi qu'un étranger qui était venu lui donner une commande, quand tout à coup John Gocken s'est retourné brusquement, a saisi un pistolet qui se trouvait sur son étagère, a appliqué le canon de l'arme sur son front et s'est fait feu.

La mort a été instantanée.

On suppose que le malheureux s'agissait ainsi dans un moment d'aliénation mentale, car on ne peut attribuer sa conduite à aucune autre cause.

M. Noyes, qui a été assommé, il y a quelques soirs par trois misérables, rue Prytania, est dépouillé de sa montre; a succombé hier matin à ses blessures.

Nous avons raconté déjà les détails de cet audacieux guet à pens.

La Nile-Orléans est infestée, en ce moment, par une horde d'e bandits de la pire espèce, et il est grand temps de faire un exemple.

Les voleurs ne reculent plus devant aucun crime, sûrs qu'ils sont de l'impunité.

La police est trop absorbée par la politique pour pratiquer la vie et les propriétés des citoyens.

Cet état de choses ne saurait durer!

Edward Stewart, Will Bailey et S. Neville sont trois aimables industriels, venus de New York, pour exploiter le bourse du prochain, à la Nile-Orléans. Ils ont été arrêtés, samedi, par les policiers Smith et Pierson, au coin des rues Girod et Levée.

Dedjennes garçons s'amusaient avec des allumettes, dimanche après-midi, au coin des rues Soniat et St-Charles, et mis le feu à des barbes et ont failli incendier un hangard voisin. Heureusement que Mme Kent est arrivée à temps pour éteindre le feu et pour corriger d'importance les petits drôles.

Législature de la Louisiane.

Séance du 3 février 1873.

SÉNAT.

Le Sénat se réunit à midi et demi, sous la présidence de l'Hon. J. B Penn, lieutenant gouverneur et président du Sénat.

15 sénateurs répondent à leurs noms.

Le sénateur Todd arrive et forme le quorum.

Sur motion de l'Hon. J. B. Penn, le Sénat et la Chambre se réuniront en séance secrète dans la salle du Sénat.

La séance terminée, les portes sont ouvertes de nouveau.

A l'appel nominal 21 membres répondent à leurs noms.

Les sénateurs se rendent en corps à la Chambre des Représentants pour procéder à l'élection d'un sénateur.

Les sénateurs retournent à leur salle. 21 sénateurs répondent à leurs noms. M. White, de St-Mary, président du comité sur les engagements, annonce que les deux résolutions suivantes, du Sénat, sont enrôlées et attendent la signature du président du Sénat.

"Résolution conjointe" recommandant à nos sénateurs et membres du Congrès de demander la livraison immédiate de la succursale de la monnaie des Etats-Unis pour l'usage de la Nouvelle-Orléans.

Aussi la "Résolution conjointe," du Sénat, faisant un devoir aux officiers chargés des scrutins d'élections, de faire faire des copies certifiées de tous les retours de l'élection tenue le 4 novembre 1872, et de les déposer au bureau du secrétaire d'Etat.

Sur motion de M. Campbell, le Sénat s'ajourne à demain, à midi.

CHAMBRE.

L'assemblée est appelée à l'ordre à midi et demi.

A la demande de M. McConnell, la séance est suspendue pendant une demi-heure, afin de permettre aux deux chambres de se rendre en présence exécutive.

A deux heures moins un quart, l'assemblé rentre en séance publique pour procéder à l'élection du sénateur au Congrès.

La candidature de M. McConnell est retirée et sont proposés: MM. Warmoth, Jonas, Tucker, Richardson, Edw. Booth et L. M. Nutt, de Caddo. Le vote a lieu et donne le résultat suivant: Warmoth 69, Booth 19, Jonas 14, Richardson, 12, Tucker 4, et Nutt 2.—Pas d'élection.

Le Sénat se retire dans sa salle, et la Chambre s'ajourne au lendemain.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—Le spectacle de ce soir se compose du vaudeville en trois actes *Les Domestiques* et du vaudeville *Le Bourreau des Crânes*.

Jeudi on donnera la seconde représentation de *Patrie*. Le drame de Sardou a obtenu, dimanche, un grand succès devant une salle comble, et il prodnira encore plusieurs bonnes recettes.

ACADÉMIE DE MUSIQUE. — La salle de ce théâtre était encore comble hier soir pour la dernière représentation de *Rewilworth*, pièce burlesque dans laquelle la troupe des blondes et des brunes obtient toujours un succès mérité. Nous avons le regret d'annoncer à nos lecteurs que l'engagement de Miss Lydia Thompson se termine cette semaine; chacun tiendra donc à profiter des seules occasions qui se présenteront cette année.

On donnera ce soir *Barbe Bleue*, un des triomphes de Miss Lydia Thompson, la reine du burlesque.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

La lumière se fait graduellement à Washington, et les fraudes commises par la clique radicale en Louisiane sont dévoilées chaque jour.—Les grands meneurs du parti de la douane, interrogés minutieusement par le comité judiciaire du Congrès, ont avoué une faible partie de leurs infamies et ont laissé entrevoir certaines machinations odieuses, qui démontrent par quels moyens les Kellogg et les Pinchback se sont élevés au pouvoir.—Packard, le marshal des Etats-Unis, le *deus ex machina* de son parti, est parti samedi pour Washington, emportant avec lui, dans son "*carpet bag*," un volumineux paquet d'affidavits; les mêmes présentés devant la cour de Durell, et signés, au dire des compères du "*mandataire de Hoca*," par cinq mille nègres des campagnes que l'on aurait empêchés de voter; mais fabriqués, en réalité, par une demi-douzaine de scribes, payés à tant par jour par l'irréprehensible Pinchback et son digne ami Kellogg.

Malgré l'impudeur, pour ainsi dire proverbiale, de ce chef suprême de la clique immonde des intrigants et des citoyens de la pegre, le comité d'enquête saura bien apprécier à leur juste valeur les paroles et le serment de M. Packard.

Les *compinpions* d'Antoine, tout en payant d'audace, sont rien moins qui rassurés. Leur situation est des plus critiques, car ils sont menacés partout par la famine.

Depuis que le Mechanics Institute n'est plus gardé par les troupes des Etats Unis, les *honorables* sentent bien qu'ils ne sont plus *protégés*, et comme leur conscience a bien d'etre inquiète, ils tremblent et ils redoutent la vindicte populaire.

Hier matin, vers neuf heures et demie, un allemand du nom de John Gocken, âgé de soixante-huit ans, s'est suicidé en se tirant un coup de pistolet à la tête, à sa résidence.

La nouvelle s'est répandue avec une grande rapidité dans le voisinage, et aussitôt une foule considérable s'est assemblée devant la maison.

Parmi les détails que nous avons pu recueillir:

Le malheureux John Gocken habitait la Nouvelle-Orléans depuis prs de quarante ans. Il était menuisier de son état et il avait su amasser une petite somme d'argent qui le mettait à l'abri du besoin.

Son fils, un jeune homme de 22 ans, le seul parent qu'il eut, sa femme étant morte il y a quelques années, nous a appris que depuis le grand incendie qui a consumé la raffinerie de messieurs Thomson et Co., son père paraissait découragé et abattu, et plusieurs fois il lui avait entendu répéter qu'il voudrait être mort parce que la vie lui était insupportable.

Le jeune homme n'avait pas prêté une grande attention à ces paroles et il n'avait pas le plus petit soupçon que son père eût le dessein de mettre fin à son existence. Hier matin, John Gocken paraissait être encore plus agité que de coutume. Son fils se trouvait dans la même chambre que lui, ainsi qu'un étranger qui était venu lui donner une commande, quand tout à coup John Gocken s'est retourné brusquement, a saisi un pistolet qui se trouvait sur son étagère, a appliqué le canon de l'arme sur son front et s'est fait feu.

La mort a été instantanée.

On suppose que le malheureux s'agissait ainsi dans un moment d'aliénation mentale, car on ne peut attribuer sa conduite à aucune autre cause.

M. Noyes, qui a été assommé, il y a quelques soirs par trois misérables, rue Prytania, est dépouillé de sa montre; a succombé hier matin à ses blessures.

Nous avons raconté déjà les détails de cet audacieux guet à pens.

La Nile-Orléans est infestée, en ce moment, par une horde d'e bandits de la pire espèce, et il est grand temps de faire un exemple.

Les voleurs ne reculent plus devant aucun crime, sûrs qu'ils sont de l'impunité.

La police est trop absorbée par la politique pour pratiquer la vie et les propriétés des citoyens.

Cet état de choses ne saurait durer!

Edward Stewart, Will Bailey et S. Neville sont trois aimables industriels, venus de New York, pour exploiter le bourse du prochain, à la Nile-Orléans. Ils ont été arrêtés, samedi, par les policiers Smith et Pierson, au coin des rues Girod et Levée.

Deux jeunes garçons s'amusaient avec des allumettes, dimanche après-midi, au coin des rues Soniat et St-Charles, et mis le feu à des barbes et ont failli incendier un hangard voisin. Heureusement que Mme Kent est arrivée à temps pour éteindre le feu et pour corriger d'importance les petits drôles.

Pseudo-Législature.

Séance du 3 février.

SÉNAT.

Par M. Ingraham.—Résolution portant que le comité sur le Pénitencier soit chargé de rapporter au Sénat le nombre des condamnés employés au dehors de l'établissement, le genre de travail qu'on leur confie, ce qu'on donne par jour aux fermiers pour le travail de chaque condamné, et si les machines payées par l'Etat, $300,000, servent au but qu'on s'est proposé ou les achetant, etc.

La résolution est déposée suivant le règlement.

Un bill pour la gouverne du Bureau de direction des écoles publiques à la Nouvelle-Orléans, pour faire un revenu permanent à ces écoles; pour prévenir tout litige entre les écoles; pour régler l'emploi des instituteurs; et pour ordonner au conseil de ville de la Nouvelle-Orléans de lever une taxe d'école. Référé au comité d'éducation.

Un bill pour créer la place d'inspecteurs de canaux et de chemins de fer et pour fixer leur salaire, est référé au comité des chemins de fer.

Le concours du Sénat est demandé au bill de la Chambre qui alloue $20,000 à l'imprimeur d'Etat. Le bill est mis à l'ordre du jour de mardi à une heure.

Le Sénat s'ajourne.

CHAMBRE.

M. Montaldo donne avis qu'il présentera un bill définissant et limitant le pouvoir de nomination du gouverneur et rappelant certains actes maintenant en vigueur.

Un bill supprimant les Cours de District dans tout l'Etat, les réorganisant et donnant au gouverneur le pouvoir de nomination jusqu'aux élections prochaines, et référé au comité judiciaire. Le bill est présenté par Blackburn, blanc, de Plouer, paroisse Calhoun.

Un bill de septembre pour les frères Oliver, de la paroisse St-Jacques, en consolidation des dépenses qu'ils ont encourues, l'un comme shérif, l'autre comme député-shérif, pour protéger et garder les boîtes de scrutin aux élections de 1870, pour les frais d'avocat qu'ils ont été obligés de faire payer à Ed. Jewett, avocat, et au greffier du juge Law et de Marks J. Schœnberg, et pour avoir été détenus sept mois en prison sans privilége de caution, bien qu'ils aient été acquittés, est référé au comité judiciaire.

La somme demandée pour chacun d'eux est de $1,500 et l'auditeur des comptes publics délivrera des warrants pour cette somme aussitôt après l'adoption du bill. Le bill a été présenté par un homme de couleur, nommé Geo. Washington, de Concordia.

Un bill créant la paroisse de Barataria et l'organisant, est référé au comité des corporations.

Un bill protégeant des citoyens de l'Etat contre toute servitude involontaire et contre le gouvernement des taxes inconstitutionnelles par tel ou tel référé au comité judiciaire.

M. Bryant présente contre les fraudes du pesticheur un bill qui est référé.

Un bill créant la paroisse de Pointe-Coupée avec les cantons des paroisses Est et Ouest-Feliciana, est référé au comité des paroisses.

Un bill limitant la juridiction de la Cour de district et lui donnant juridiction concurrente concurremment avec les autres, est mis à l'ordre du jour de mercredi.

Le bill demandant au Congrès de prêter son assistance pour la suppression de l'esclavage dans l'Ile de Cuba, est adopté finalement.

Le bill relatif à l'Hôtel de la Monnaie est référé au comité des bâtisses publiques.

Le bill de secours pour le semi-Weekly *Louisianais*, pour la publication en cette ville, est référé au comité des réclamations.

Le bill créant la paroisse Lincoln est inscrit sur le calendrier.

Le bill incorporant l'Association d'Assistance Mutuelle et d'Economie, de la Nile-Orléans, est adopté finalement.

Le bill du Sénat relatif aux contributions à élever par la Chambre des Citoyens de la Louisiane et la vente des propriétés achetées, est référé au comité des banques.

La Chambre s'ajourne.

LA MORT DE L'EMPEREUR ET L'ARMÉE.

La mort de celui qui fut Napoléon III a pour l'armée française une telle importance qu'il ne pouvons nous empêcher de reproduire ici les sympathies que cet événement a excitées et exprimer par beaucoup d'officiers à l'audience de cette nouvelle capitale.

Pour beaucoup il faut le reconnaître, cet événement était regardé comme heureux, puisqu'il était appelé à mettre fin à la discorde qui régnait dans l'armée, à rendre aux officiers ce que l'on leur avait injustement enlevé et à leur faire oublier les dernières années de la guerre, les mécontentes, les ambitions déçues, les carrières qui n'avaient pas eu le cours des espérances inférieures avaient fait naître.

En effet, il y avait scission. Aveugle qui ne le reconnaissait pas. A tort ou à raison, dans l'armée supérieure, dans les états-majors, parmi les fonctionnaires militaires, se rencontraient beaucoup d'hommes encore attachés à l'ancien ordre de choses, qui n'avaient pas eu leur jour dans les tristes phases de la dernière lutte des saisons suffisamment de se détacher du système gouvernemental qui s'est intitulé lui-même l'Empire et qui avait fait leur puissance. Tous les officiers, successivement nommés aides de camp et officiers d'ordonnance des membres de la maison impériale, ces mêmes hauts fonctionnaires militaires, ces officiers de la garde, ces hommes comblés de grades, de faveurs et d'honneurs, avaient et croyaient devoir garder une sorte de reconnaissance et de présence de la forme actuelle du gouvernement. Beaucoup espéraient le retour d'un régime qui leur permettrait de recueillir les fruits de leur dévouement et de leurs services, et tout au moins de posséder les moyens d'accroître leurs fortunes. Enfin, dans les bureaux de la chancellerie, dans les états-majors, existaient perpétuées des habitudes de cour, des traditions de l'ancien régime, des habitudes d'étiquette, de costume et de langage, de rapprochement, de coquetterie, etc., etc., etc. Avant tout et à tous les degrés de cette machine compliquée qu'on appelle l'armée, et principalement dans les fonctions élevées, on avait pris pour devise la formule facile et agréable du *statu quo*, qui pouvait se traduire par l'expression triviale : vivre vieux.

On avait pris à tâche, et sans s'en rendre compte, sous un prétexte ou sous un autre, d'éloigner et de décourager et d'éconduire tous les militaires qui auraient cru ou croyaient voir dans l'affermissement de la République définitive la possibilité de reconstituer la France sur des bases nouvelles et honorables. A la faveur de ce système, toutes les influences se donnaient carrière, là des idées de crainte, ailleurs aux sentiments mesquins de la jalousie. On refusait, comme aux plus beaux jours de l'empire, des faits d'exclusions, sinon de proscription, et l'on croyait, à force de fait, parce qu'on avait arrêté tout espoir et empêché tout changement. Chez beaucoup, évidemment, ce sentiment n'était pas dominant; il ne se trouvait être que le résultat forcé et habituel de la vie, du service, de l'avancement et de la retraite assistée à ce phénomène étrange de tous les anciens états-majors les plus dévoués à l'empire regroupés au ministère et dans ses environs.

La mort de l'ex-César vient de détruire tout cet échafaudage. La capitulation de Metz a maintenant sa conclusion définitive. Plus de crainte à cet égard, plus de braves et honorables officiers confondre les grandes idées de la discipline et du devoir militaire avec celles de l'asservissement de la France à un homme: cet homme fût il un César!

Dans cette vaste équation qu'on appelle l'avenir de la France, l'un des termes vient d'être éliminé. : a solution du problème, par suite, est plus facile ; à tous les points de vue, cet événement est donc favorable.

En présence de cette fin, les officiers inactifs, qui, par timidité, espérances ou craintes, avaient cru devoir réserver leur opinion, se jetteront dans ce grand parti du progrès, de la réorganisation de l'armée et de la nation, parti représenté ici a su fonder nos belles écoles militaires et créer les armées de 1792 et de 1794.

La mort de Napoléon III met fin aux divisions dans l'armée. L'armée impériale qu'on avait espéré refaire, n'est définitivement plus. Il n'existe qu'une armée, celle de la France et de la République. A ce point de vue d'événement, en faisant taire les sentiments de parti, on n'écoutant que la grande voix du pays, chacun doit se féliciter de la fin de l'ex-prisonnier de Wilhemshöhe. C'est ce que font les officiers. Ils ont raison.

UN VOLEUR PRIS.—Deux de nos plus adroits *detectives* de la police anglaise, MM. Montaigne et Moor, sont arrivés avant hier à Paris pour rechercher un individu nommé Godin, caissier d'une société de crédit, qui a disparu de Londres avec une somme de 450,000 fr.

Goldsmith a été vu à Londres, puis à Calais, et l'on sait parfaitement qu'il est débarqué à Paris.

M. Claude, chef de police de sûreté, a mis MM. Montaigne et Moor en relations avec M. l'inspecteur Tructin, chargé de les aider dans leurs recherches.

Bien qu'il n'existe aucun traité d'extradition entre l'Angleterre et la France pour les vols et les escroqueries, M. Claude a pour principe qu'il faut toujours commencer par prendre les coupables, quitte à les relâcher après si c'est indispensable.

TEMPERATURE.—3 février 1873.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	50	10
12 M.	78	25
3 P. M.	80	28
6 P. M.	70	21

Un Trésor.—Le SOZODONT parfait, le SOZODONT jolie, le SOZODONT gratifie toutes les personnes qui en usent. Il se vend en les droguistes et parfumeurs. mar,je,sam

Décédé hier, à midi, à l'âge de vingt-neuf ans, DANIEL CONRAD BALLIMANE, natif de la Nouvelle-Orléans, et dernier membre du Hunter régiment de la Louisiane, C. S. L'enterrement aura lieu aujourd'hui, mardi, à trois heures de l'après midi. Le corps est exposé rue Treize, No. 20, entre Bourbon et Dauphine.

De la part de ses parents et de son beau-frère, Jean Mauty.

Décédé, hier, à 4 heures P. M., à l'âge de deux ans, LOUIS A GLADDIN, fils de Louis Frank et de Maurice Gladdin. Les amis et connaissances de la famille sont invités à assister à ses funérailles qui auront lieu cette après-midi, à 4 heures précises. Le corps est exposé rue Conquet, No 106, entre les rues Roman et Prieur.

De la part de son père.

Les journaux de la Mobile sont priés de copier.

Décédé hier soir, à 11 heures, à l'âge de 5 mois et 20 jours, OCTAVE, fils d'OCTAVE AUBERT et d'Antoinette Hingson Aubert. Les amis et connaissances de la famille sont priés d'assister à l'enterrement qui aura lieu aujourd'hui, mardi, à cinq heures. Le convoi funèbre partira de la résidence de ses père, rue St-Pierre, entre Bourbon et Dauphine.

De la part de son père et de sa mère.

SERVICE FUNÈBRE.

Un service funèbre sera célébré pour le repos de l'âme de MOLA JEROME, VENDREDI prochain, 7 février, à 7 heures du matin, à l'Eglise Ste Augustin, rue St-Philippe. Les amis et connaissances sont priés d'assister à cette cérémonie religieuse.

De la part de son épouse.

Bureaux du Mutual Aid and Benevolent Life Insurance Association of Louisiana, No 9 de la rue du Camp. — Nile-Orléans, le 29 février 1873. Avis est donné aux membres de cette société, de la mort de WM. WEISS, décédé, de la Nile-Orléans, le 27 août 1872, de la mort de RALPH KNOX, décédé à la Nile-Orléans, le 31 août 1872, de la mort de JOHN YELLOE, décédé, à la Nile-Orléans, le 5 septembre 1872, de la mort de HENRY HILLEBRAND, décédé, à la Nile-Orléans, le 3 septembre 1872. Les membres de ce département, sans autre avis, sont autorisés à prendre $1 25 par décès, à dater de 11 heures de l'après-midi.

R. W. YOUNG, Secrétaire.

Salle de l'Association de Bienfaisance des Employés de la Louisiane. 1er Février 1873.

A une réunion des membres de cette Association, les résolutions suivantes ont été adoptées unanimement:

Attendu qu'il a plu à la Providence, dans les vues sont impénétrables, de retirer de cette terre notre membre honoraire, C. H. SLOCOMB, — perte est une calamité publique, mais nous nous reconnaissons dans notre misère, et où consolés qu'en ne sera pas plus pour nous.

Nous nous souviendrons toujours de sa noble conduite et de ses efforts constants pour alléger les souffrances des malheureux et des nécessiteux.—Le semblable ne se trouve pas souvent sur la terre.

Il est donc résolu, que sa mort est pour nous une perte irréparable, et que la ville perd en un de ses meilleurs citoyens, les pauvres, un ami et un bienfaiteur.

Résolu, en outre, que nous participons à la mère et à sa veuve, nos compliments sincères de condoléance, dans cette heure de douleur et de preuve pour elles.

Nous adressons nos prières à celui qui règne au ciel et sur la terre car notre malheur est allégé par la pensée consolante, que celui que nous pleurons est dans le lieu du repos éternel.

Il est résolu, en outre, qu'une copie de ces résolutions soit publié et envoyé aux parents du défunt, et que la salle de notre Association soit drapée de noir pendant trente jours.

O. S. BABCOCK,
T. MCLUSKEY,
ACHAS. O. SEICHNAYDRE JR.
J. H. W. BRANDT.

Salle de l'Association de Bienfaisance du Comnie de la Louisiane. 1er Février 1873.

A une réunion de cette Association, les résolutions suivantes ont été unanimement adoptées:

Attendu qu'il a plu au Souverain Maître de l'Univers de rappeler à lui notre membre honoraire Hugh McCloskey et de la place dans un monde meilleur, et que tout en nous soumettant à la volonté de la Providence, nous déplorons sa perte.

Il est donc Résolu, que ce mort est pour nous une perte irréparable.

Résolu en outre, que nous offrons à sa veuve et à ses enfants, plongés dans la douleur et dans l'affliction, nos condoléances et joignons nos larmes aux leurs.

Résolu encore que nous prenons un membre honorable et un citoyen estimable, et que nous en déplorons un ami sincère.

Résolu en outre que ces résolutions soient publiées et qu'une copie soit envoyée à la famille du défunt et que la salle de cette Association soit tendue de noir pendant trente jours.

M. McCloskey remissait enfin toutes les qualités, les vertus et les sympathies dont il était le bienfaiteur et dont nous allons le voir descendre dans sa tombe.

C. S. BABCOCK,
T. MCLUSKEY,
CHAS. O. SEICHNAYDRE JR.
J. H. W. BRANDT.

TAPIS ET RIDEAUX.

17 Chartres....A. BROUSSEAU....17 Chartres
IMPORTATEUR ET MARCHAND
En Gros et en Détail
DE TAPIS.
TOILE CIRÉE pour parquet,
NATTES,
STORES,
RIDEAUX Dentelle,
MATÉRIAUX pour Meubles et GARNITURES
etc., etc. Mer-6—PF

Sirop Pectoral Balsamique de Duconge.

CE Sirop est un médicament depuis longtemps accepté pour toutes les affections de la poitrine et du poumon, dont l'efficacité a été constatée par plus de quarante années d'expérience, et qui a toujours produit les effets les plus salutaires, dans tous les cas de rhume, de toux, d'catarrhe, de laryngite, d'influenza, grippe, de irritation de la gorge, de l'estomac ou de l'intestin, de crachement de sang, de coqueluche, etc., etc., etc. Avant tout et à tous les degrés de cette maladie compliquée qu'on appelle Phthisie, et principalement dans les Consomptions classés, on avait pris pour devise la formule facile et agréable du *statu quo*, qui pouvait se traduire par l'expression triviale : vivre vieux.

On avait pris à tâche, et sans s'en rendre compte, sous un prétexte ou sous un autre, d'éloigner et de décourager et d'éconduire tous les militaires qui auraient cru ou croyaient voir dans l'affermissement de la République définitive la possibilité de reconstituer la France sur des bases nouvelles et honorables. A la faveur de ce système, toutes les influences se donnaient carrière, là des idées de crainte, ailleurs aux sentiments mesquins de la jalousie. On refusait, comme aux plus beaux jours de l'empire, des faits d'exclusions, sinon de proscription, et l'on croyait, à force de fait, parce qu'on avait arrêté tout espoir et empêché tout changement. Chez beaucoup, évidemment, ce sentiment n'était pas dominant; il ne se trouvait être que le résultat forcé et habituel de la vie, du service, de l'avancement et de la retraite assistée à ce phénomène étrange de tous les anciens états-majors les plus dévoués à l'empire regroupés au ministère et dans ses environs.

La mort de l'ex-César vient de détruire tout cet échafaudage. La capitulation de Metz a maintenant sa conclusion définitive. Plus de crainte à cet égard, plus de braves et honorables officiers confondre les grandes idées de la discipline et du devoir militaire avec celles de l'asservissement de la France à un homme: cet homme fût il un César!

Dans cette vaste équation qu'on appelle l'avenir de la France, l'un des termes vient d'être éliminé. : a solution du problème, par suite, est plus facile ; à tous les points de vue, cet événement est donc favorable.

En présence de cette fin, les officiers inactifs, qui, par timidité, espérances ou craintes, avaient cru devoir réserver leur opinion, se jetteront dans ce grand parti du progrès, de la réorganisation de l'armée et de la nation, parti représenté ici a su fonder nos belles écoles militaires et créer les armées de 1792 et de 1794.

La mort de Napoléon III met fin aux divisions dans l'armée. L'armée impériale qu'on avait espéré refaire, n'est définitivement plus. Il n'existe qu'une armée, celle de la